



CULTURE

**FORMATION
ÉDUCATION
INFORMATION...**



PROPOSITION FAITE PAR

A l'écoute de la nature

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

- 60 adhérents majorité femmes et enfants
- partenariats avec 5 autres associés
- membre du Conseil d'administration des GRAINE Ile-de-France et Picardie (réseau d'éducation à l'environnement)

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Education au développement durable

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Il s'agit d'un projet, bien que plusieurs associations africaines aient envie de le mettre en pratique.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Créer dans des petits villages francophones des fermes d'éducation au développement durable comprenant :

- salles d'exposition sur l'environnement
- montrant de façon concrète l'utilisation possible des énergies renouvelables en lieu et place des générateurs diesels
- présentant les économies d'énergies possibles
- présentant la réduction maximale des déchets et la réutilisation et recyclage des déchets

- développant de l'agriculture bio ou durable
- parcours promenade avec haies, mares, puits, afin de présenter concrètement les biotopes locaux les plus sensibles
- les animaux de ferme devenus à faibles effectifs car pas assez rentables
- point info emploi
- auberge, gîte d'étape...

Cette ferme, dont notre ferme dans l'Oise se veut le modèle, serait une structure d'accueil pour les jeunes scolarisés la journée, pour des groupes d'amis la semaine, et pourrait être une structure d'accueil du public ; afin de pouvoir faire vivre à la fois les emplois d'agriculteurs, mais aussi ceux de l'animation en environnement et du tourisme.

Intérêt complémentaire : montrer que des femmes et des enfants peuvent mener des projets d'envergure ; A l'écoute de la nature souhaite aider des associations de femmes et d'enfants francophones à mener ce projet.

Sa position : présenter le concept, en montrer la viabilité, aider les associations francophones à surmonter les difficultés, leur fournir une aide en matière d'outils pédagogiques à partir de ceux dont dispose l'association.

Il s'agit d'aider ces associations à explorer leurs possibilités.

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Souhait de trouver des partenaires pour le financement de l'aménagement des structures pour les pays francophones.



▶ TRAVAIL EN RESEAU :

① **Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?**

Suite au congrès international Planet 'ere 2 à l'Unesco en 2001 et au Sommet mondial de Johannesburg en 2002, nous avons noué des contacts avec plusieurs réseaux :

- Réseau des professeurs de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) marocains
- Plusieurs associations au Togo qui souhaitent créer ce type de ferme
- Associations de femmes au Mali, Burkina Faso, Cameroun, Syrie
- De nombreuses autres associations avaient paru intéressées au SMDD de Johannesburg dont nous avons conservé les coordonnées .
- Autres organismes à qui le projet a été présenté : l'ADEME, les ministères de l'Ecologie et du Développement Durable et des Affaires Etrangères en France.
- Via le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis à qui nous avons présenté ce projet, contacts avec la commune de Figuig.
- Algérie : une association accompagnée par un collège souhaite envoyer les élèves du collège en bivouac d'été dans notre ferme de l'Oise afin d'en prendre modèle et réflexions.



PROPOSITION FAITE PAR

APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture) Membre du CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- un organisme consulaire

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

3 millions d'électeurs (agriculteurs actifs et retraités, salariés agricoles ; salariés des organismes agricoles)

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Coopération internationale

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action en cours

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

- Jumelage institutionnel entre des chambres d'agriculture algériennes et françaises pour déboucher sur de l'appui technique
- Programme de formation au Mali (échanges et journées de formation)
- Appui technique au développement de filières agricoles au Sénégal
- Programme d'appui à la mise en place de chambres d'agriculture en Roumanie

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Avec des partenaires professionnels et avec les pouvoirs publics

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- Les organisations agricoles, dont les Chambres d'agriculture, dans les pays du Maghreb ou de l'Afrique Sub-saharienne
- Les ministères de l'agriculture et les ambassades de France
- La Conférence permanente des Chambres consulaires africaines et françaises.

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Mobilisation des compétences des Chambres d'Agriculture en France et de leurs partenaires professionnels
- Meilleure intégration dans les programmes et les financements des bailleurs de fonds internationaux.

3 Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

- Avec le monde paysan
- Avec les acteurs économiques de l'agriculture et de l'agro-alimentaire
- Avec les pouvoirs publics

COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

- L'APCA a relancé ses initiatives et sa politique de coopération « Afrique Partenaire », dans le cadre de la francophonie, lors de son Assemblée Générale de décembre 2002.



PROPOSITION FAITE PAR

AGORA 21 (Association pour l'information, la communication et la gouvernance pour le développement durable) Acteur associé au CNDD

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- une association, une ONG

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Un réseau d'une vingtaine d'acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la mise à disposition d'informations sur le développement durable en français sur Internet, plusieurs milliers d'internautes visitant quotidiennement ces sites.

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

Déploiement du Système d'information mondial francophone sur le développement durable, Médiaterre, <http://www.mediaterre.org>

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action initiée en cours de déploiement

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

Il s'agit du projet Médiaterre, qui vise à déployer un réseau de compétences :

Le « système d'information mondial francophone pour le développement durable » dénommé Médiaterre, est une initiative de type II, telle que définie à l'occasion du Sommet Mondial sur le Développement Durable. Cette initiative s'inscrit en droite ligne de l'application du paragraphe 52 du Plan d'action de Johannesburg qui recom-

mande « d'assister les pays en développement et les pays avec des économies en transition pour réduire la fracture numérique...et dans ce contexte soutenir le Sommet Mondial de la Société de l'Information ». C'est pourquoi il a fait l'objet d'un atelier organisé par la Francophonie à Johannesburg sous la présidence de M. Adama Samassekou, président du Comité préparatoire du Sommet Mondial sur la Société de l'Information.

Ce projet est mené sous le pilotage de la Francophonie (IEPF) et d'un Comité d'Orientation International dont la première réunion s'est tenue à Ouagadougou les 15 et 16 mai 2003 lors du Séminaire francophone sur « L'information au service du développement durable ».

Médiaterre a été présenté au Sommet Mondial de la Société de l'Information de Genève fin 2003 comme une contribution originale de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication.

En 2004, le projet a notamment fait l'objet d'une communication dans le cadre du Colloque international « Développement durable, leçons et perspectives » (Ouagadougou, juin 2004). La seconde réunion du Comité d'Orientation International du projet s'est également tenue à cette occasion.

Médiaterre concourt à la mise en œuvre du développement durable dans l'espace francophone par la diffusion et l'échange d'informations. Il s'appuie sur deux principes : le premier considérant l'information et les connaissances comme un bien public, le second, issu des principes de gouvernance multi-acteurs, vise les échanges au sein d'une large communauté nationale et internationale concernée par l'environnement et le développement durable. Ainsi, les objectifs du projet sont de contribuer à la réduction de la fracture numérique Nord/Sud et au renforcement des capacités en permettant les échanges entre acteurs du développement durable.

Il participe également à la diversité linguistique sur la toile mondiale, élément important de la diversité culturelle.

Conçu sur la synergie entre des réseaux et des sites spécialisés, il constituera l'outil de référence en français le plus exhaustif dans le domaine du développement durable. Tous les thèmes et grands groupes identifiés dans l'Agenda 21 seront intégrés au système d'information dans une perspective transversale, c'est-à-dire en mettant en évidence les liens qui les unissent. La démarche est focalisée sur le développement d'outils et de méthodes favorisant le partage de l'information, en renforçant les foyers de compétences, toujours dans un objectif de renforcement de capacité, et en les positionnant sur le réseau tout en les dotant d'outils fédératifs (bases de données, forums, calendriers des activités, annuaires...).

**4 Menez-vous cette action, seul ?
Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?**

La Francophonie institutionnelle (AIF : IEPF, INTIF, AUF) et des soutiens en France du ministère de l'Ecologie et du Développement durable, de la Région Rhône-Alpes, du Conseil Général de la Loire, de la Communauté d'agglomération Saint-Etienne Métropole, ainsi que les partenaires eux-mêmes.

▷ TRAVAIL EN RESEAU :

**1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?
Si oui, combien et qui sont-ils ?**

Organisations intergouvernementales ou régionales :

- Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)
- Institut Francophone des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Formation (INTIF)
- Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
- Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) - CILSS

Organisations gouvernementales :

- Commission nationale pour la francophonie du Burkina Faso
- Secrétariat permanent du Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (CONEDD), Burkina Faso

- Office national pour l'environnement, Madagascar

Universités-Écoles-Centres de recherche :

- Observatoire de l'écopolitique internationale (institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal-UQAM)
- ARMINES - École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne

ONGs-Associations :

- Réseau d'information pour le développement durable en Afrique-RIDDAC
- Réseau pour l'environnement et le développement durable en Afrique - Redda/Nesda
- Alliance Maghreb Machrek pour l'eau (Almae)
- Environnement et développement du tiers-monde - ENDA
- Association pour le développement de l'information environnementale (ADIE)
- Groupe medialternatif

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Association avec des partenaires qui auraient ou envisageraient la création d'un réseau de compétences sur un thème particulier lié au développement durable, à qui nous donnerions accès à notre système d'information afin de diffuser leurs actualités et d'effectuer un travail de veille.
- Aide dans le cadre de coopération décentralisée.

3 Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

Des partenaires et surtout des financeurs susceptibles de soutenir les partenaires du projet dans les pays du Sud.

▷ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

- Ce projet dépasse largement celui de l'Internet : aujourd'hui dans le cadre d'une diplomatie des réseaux, la constitution de réseaux de compétence francophones peut réellement ouvrir des alternatives au niveau international, et ouvrir une brèche dans le système des blocs (USA, UE, G77).



PROPOSITION FAITE PAR

Association des volontaires pour le développement (AVD)

Proposé par le Conseil National pour l'Environnement
et le Développement Durable du Burkina Faso

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une ONG

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

Plus de 50 000 membres

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Lutte contre la pauvreté et contre la désertification - Education - Santé

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'un nouveau projet.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Gestion durable du lac Bam, situé dans le centre-nord du Burkina Faso, dans une perspective de lutte contre la pauvreté (initiatives dans le domaine de l'eau, de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de l'éducation et de la formation, notamment aux nouvelles techniques d'information et de communication (NTIC) en prenant en compte tout particulièrement le problème des femmes, des enfants et des jeunes ainsi que la lutte contre le SIDA).

4 Menez-vous cette action, seul ?

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous menons cette action avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Projet d'aménagement des terroirs et conservation des ressources dans le plateau central (PATECORE) et les groupements villageois concernés d'une part et d'autre part avec le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS) ; le Bureau de liaison des ONG et d'autres associations et ONG.

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

Il s'agit des ONG engagées dans la mise en œuvre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CCD).

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Consolider des partenariats avec des ONG francophones.

3 Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

- Nous recherchons des partenaires techniques et financiers.
- Nous recherchons, par ailleurs, comme partenaire une ONG européenne dans le cadre de nos projets avec l'Union européenne.



PROPOSITION FAITE PAR

Bureau de Liaison des ONG et Associations (BLONGA)

**Proposé par le Conseil National pour l'Environnement
et le Développement Durable du Burkina Faso**

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- un collectif d'associations et d'ONG

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

105 associations et ONG membres

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

Information - Formation

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'un nouveau projet

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

Création d'un centre de ressources en matière d'information, de formation et de concertation entre les membres et les autres acteurs et qui puisse participer à des comités de sélection ou de pilotage de projets.

④ Menez-vous cette action, seul ?

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Le ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie du Burkina Faso (MECV), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) l'ONG RA2000+, le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS), le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS/Burkina Faso),

► TRAVAIL EN RESEAU :

① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

Non

② Que seriez-vous prêt à faire pour appro- fondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Consolider des partenariats avec des ONG francophones

③ Quels sont les contacts que vous recher- chiez alors dans l'espace francophone ?

Nous recherchons des partenariats techniques et financiers ainsi qu'une ONG européenne comme partenaire dans le cadre de nos projets avec l'Union européenne



PROPOSITION FAITE PAR

Centre de Compétence du Bassin des Carpates (CCBC)

Hongrie

Action initiée par l'université Claude Bernard de Lyon

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une ONG qui comprend notamment des collectivités territoriales en Hongrie et en Roumanie

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

5 membres, mais cette action touche une région hydrographique de plus d'un million d'habitants

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Agenda 21 régional du Parc naturel hydrographique de la région des rivières Körös (Körösök Völgye Naturpark) en Hongrie et du bassin du Crisul en Roumanie qui appartient au même réseau hydrographique.

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Cette action a été initiée par l'Université Claude Bernard de Lyon, dans le cadre de l'Université Internationale du Développement Durable (UIDD) en 2002.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

1. « Agenda 21 du Parc naturel régional de la région de Körös » (méthodologie d'élaboration d'un Agenda 21 régional à l'échelle d'un bassin hydrographique transfrontalier, sur la base de la directive 2000/60/CE);
2. Réalisation du projet d'éducation et de prise de conscience sous le titre « A Körösök lágy ölen » (« Dans les bras tendres des Körösök ») tel que prévu dans les statuts de l'association ;
3. Mise au point de modules d'éducation au développement durable à tous les niveaux de formation scolaire (du jardin d'enfants

aux universités) ; contrôle et labellisation de ces modules. Présentation des résultats à l'échelle internationale.

4. Mise au point de modules de formation continue et mise en pratique, notamment dans le réseau de l'Université Internationale du Développement Durable (UIDD) ; formation des formateurs au développement durable dans le cadre du réseau labellisé de l'UIDD.

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Université Internationale du Développement Durable (UIDD)

Université Claude Bernard de Lyon (UCBL)

Conseil Mondial des Professeurs Hongrois d'Universités (MPV)

Parc naturel hydrographique de la région des Körös en Hongrie (« Körösök Völgye Naturpark »)

Association des Communes Riveraines du bassin du Crisul en Roumanie

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Université Internationale du Développement Durable (UIDD)

Université Claude Bernard de Lyon (UCBL)

Université d'Anvers

Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)

Université de Genève

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Dans le cadre de la Francophonie et de la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable 2005-2014 de l'UNESCO :

- Mettre en réseau l'ensemble des acteurs locaux du développement durable pour un partage d'expériences en créant des centres de compétences servant de structures d'appui dans le domaine de la recherche, de l'expérimentation et de la formation aux pratiques locales de développement durable.
- Créer une base de connaissances à partir de toutes les sources d'informations sur les pratiques de développement durable.
- Initier des recherches et des expérimentations avec des acteurs locaux (citoyens, entreprises, collectivités) pour trouver des solutions appropriées à chaque contexte (géographique, économique, social, culturel...).
- Créer des centres de compétences labellisés répartis sur l'ensemble de la région devant « drainer » des zones géographiques relativement homogènes pour servir de centre de regroupement lors des phases de stages de formation, mais aussi pour animer une réflexion et générer des projets expérimentaux représentatifs d'une région socio-économique cohérente.
- Mettre en place des formations ainsi que des plates-formes logistiques basées sur le centre de compétence régional.
- À partir du résultat des recherches et expérimentations, produire des modules de formation.
- Rendre disponibles de manière aisée et compréhensible pour tous (entreprises, collectivités, associations, ONG...) les connaissances et compétences nécessaires à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement durable.
- Faciliter les échanges d'informations disponibles sur l'expérience acquise, les meilleures pratiques et sur le savoir-faire.
- Optimiser les ressources naturelles et culturelles.
- Former les spécialistes régionaux nécessaires pour la mise en place du développement durable dans la gestion du district hydrographique du Crisul (région de Körös).
- Sensibiliser l'ensemble de la société aux problèmes et défis du développement durable et les actions immédiatement nécessaires pour la défense et l'amélioration de l'environnement. Augmenter la responsabilité des individus vis-à-vis de leurs prochains et de l'environnement.

3 Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Au-delà de nos contacts universitaires, nous cherchons à approfondir nos relations avec des autorités nationales, régionales et communales partageant nos préoccupations et désirant profiter de nos expériences.

► COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Présentation détaillée du projet :

1. Du point de vue scientifique, il est important, que le savoir accumulé et les recherches en cours sur le développement durable, soient diffusés le plus largement possible dans le grand public par l'association « Körösök Völgye Naturpark », que ce soit dans le domaine de l'environnement ou du tourisme durable. La collaboration des scientifiques peut en outre aider dans la formation et l'élargissement des connaissances des cadres techniques du terrain. Le but consiste à réaliser une série de modules de formation orientés vers la pratique du développement durable et permettant la formation et la post-formation des pédagogues, formateurs et animateurs dans l'éducation et la formation d'une conscience respectueuse de l'environnement et du développement durable.
2. Du point de vue professionnel, organisation de rencontres entre scientifiques et spécialistes du terrain, pour discuter la mise en pratique des dernières théories, de leur mise en œuvre sur le terrain et du retour d'expérience. Le but consiste à développer des outils de mise en œuvre facile selon des méthodes pratiques, la création de séries de publications permettant la diffusion pour un large public des connaissances et des informations directement utiles pour les sociétés locales. Ces publications devront contribuer, à travers les médias, à la formation de la conscience des jeunes et à la diffusion des « bonnes pratiques » environnementales et de développement durable.
3. Du point de vue de l'information, organisation de rencontres, de forums professionnels et grand public, de conférences, d'animations et de diverses activités ludiques et sportives. Le but est d'éveiller l'intérêt des publics cibles et d'activer les volontés pour la mise en place et la réalisation d'objectifs scientifiques et techniques visant à la protection de l'environnement et au développement durable.



PROPOSITION FAITE PAR

CRISLA (Centre de réflexion, d'information et de solidarité avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) Acteur associé au CNDD

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- une association, une ONG

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Une centaine d'adhérents

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

Education au développement durable

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Oui

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

Réalisation d'agenda 21 d'établissement avec les classes de 4^{ème} du collège St Joseph de Lorient.

④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

- Communauté d'agglomération de Lorient
- Réseau école et nature
- Etablissement scolaire élèves (env. 40).

► TRAVAIL EN RESEAU :

① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- A différents niveaux : échanges de revues notamment avec des associations de représentation de pêcheurs sénégalais (CNPS).

- Offres d'abonnements gratuits à notre revue « Notre Terre » (environ 200 ONG essentiellement en Afrique francophone plus au Québec et en Suisse).

- Différentes collaborations avec la revue suisse « la revue durable » sur le thème de l'éducation au développement durable

② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Echanger sur la thématique de l'éducation au développement durable par rapport aux retours de nos projets et profiter des expériences d'autres acteurs. Plus précisément sur les pratiques en lien avec des projets opérationnels et concrets et aussi sur la définition même de cette éducation. Le tout permettant de préparer au mieux la décennie de l'éducation au développement durable à partir de 2005 (coordonnée par l'UNESCO).

- D'ores et déjà nous avons été associés aux réflexions sur une future plateforme associative préparant le sommet de la francophonie et la décennie de l'éducation au développement durable (présentation de l'ONG planet'Ere le 16 avril 2004 à Paris).

③ Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Nous recherchons des membres issus de la société civile des pays du Sud ayant des compétences en éducation et en animation de projets.

► COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Notre projet d'agenda 21 d'établissement a été présenté au colloque « éducation à l'environnement vers un développement durable » le 15 avril dernier lors de la table ronde sur les partenariats école-association-collectivité.



PROPOSITION FAITE PAR

CFEEDD (Collectif français pour l'éducation à l'environnement et au développement durable) Membre du CNDD

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- une association

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Le CFEEDD compte 42 organisations nationales membres

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

Education à l'environnement vers un développement durable

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Le projet est né au Québec en 1997 ; le 16 avril 2004 a eu lieu l'assemblée générale constitutive

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

- Consolider l'ONG

- Préparer le troisième forum international francophone Planet'ERE qui se déroulera au Burkina Faso du 4 au 12 juillet 2005.

④ Menez-vous cette action, seul ?

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Les organisations de la francophonie, l'UNESCO, les ministères concernés...

► TRAVAIL EN RESEAU :

① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

Oui, dans une cinquantaine de pays. Voir le site www.planetere.org

③ Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

Tout acteur impliqué dans l'éducation à l'environnement vers un développement durable.



PROPOSITION FAITE PAR

COLLEGE DES HAUTES ETUDES DE L'ENVIRONNEMENT (CHEE & DD)

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- un établissement d'enseignement supérieur

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

- Réseau d'anciens auditeurs (environ 180 responsables de tous horizons).
- Capacités pédagogiques : les animateurs directs du CHEE & DD (8 personnes) et ses correspondants dans les 3 Grandes Ecoles partenaires.

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Création dans la Francophonie de « Collèges » analogues au CHEE & DD, Collège des Hautes Etudes de l'Environnement et du Développement Durable.

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Plusieurs actions ont déjà été conduites par le CHEE & DD, notamment vers le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Côte d'Ivoire.

L'idée du CHEE & DD intéresse dans chacun de ces pays, mais la perspective d'un réseau francophone est encore plus motivante.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Le CHEE & DD s'adresse aux cadres dirigeants de la fonction publique et du secteur privé. Il s'appuie sur 3 grandes écoles complémentaires : l'Ecole centrale, l'Institut national agronomique et L'ESCP-EAP (Ecole

européenne des affaires).

Les sessions qu'il organise, se situent au niveau politique et stratégique.

4 Menez-vous cette action, seul ?

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Les 3 Grandes Ecoles partenaires du CHEE & DD apporteront leur concours aux actions nécessaires à la création de Collèges dans les pays francophones ; elles disposent d'ailleurs de points d'appui dans plusieurs de ces pays.

En outre, des entreprises peuvent être associées à ces projets en fonction des pays.

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

- **Au Maroc**, le CHEE & DD est notamment en relation avec la CGEM (Confédération générale des entreprises marocaines) et avec le ministère de l'Environnement (le ministre s'était déplacé à Paris pour un colloque organisé par le CHEE & DD en 1998)
- **En Tunisie**, le partenaire du CHEE & DD est le CITET (Centre international des technologies de l'environnement de Tunis) dont la directrice a suivi une session du CHEE & DD (2002-2003)
- **En Algérie**, les contacts se situent principalement au ministère de l'Environnement, le ministre ayant participé au séminaire organisé avec le BCEOM (décembre 2001)
- **En Côte d'Ivoire**, la Chambre de commerce et d'industrie, l'Agence nationale de l'environnement et le ministère de l'Environnement étaient motivés avant les perturbations qu'a connues le pays



② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Le processus consiste, après avoir identifié des partenaires locaux (institution publique, organisation professionnelle, établissements d'enseignement supérieur), à mettre en œuvre une session bilatérale impliquant des dirigeants publics et privés des deux pays.
- A l'issue de la session, un club peut être créé pour poursuivre les relations établies et le CHEE & DD peut apporter son aide aux acteurs locaux pour créer sur place un Collège avec lequel un partenariat pourra être instauré.

③ Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

Pour avancer de tels projets, il faut réunir

des institutions locales représentant au moins les administrations concernées, le monde de l'entreprise et l'enseignement supérieur.

On peut imaginer que ces projets puissent être rassemblés dans un programme d'action piloté par la Francophonie.

▶ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Le CHEE & DD dispose d'une expérience de 10 ans en matière de formation des dirigeants aux enjeux de l'environnement et du développement durable. Son savoir faire lui permet de s'adresser au plus haut niveau. Il contribue à l'émergence d'une catégorie encore trop limitée de dirigeants sensibilisés à ces enjeux et le soutien de la Francophonie serait le moyen d'aller plus vite et mieux.



PROPOSITION FAITE PAR

CFE CGC (Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres) Membre du CNDD

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- un syndicat

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

110 000 adhérents

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

- Pour le Sénégal : activité économique et commerce équitable
- Pour le Togo : éducation

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

- Pour le Sénégal : déjà initié
- Pour le Togo : en cours de montage

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

- Pour le Sénégal : plantation de plus de 15 000 anacardiens, arbre produisant la noix de cajou, dans le village de Diongholor à 145 km à l'est de Dakar (opération « un arbre... un adhérent »). Il s'agit de fixer une population de quelque 400 habitants en améliorant leur condition économique
- Pour le Togo : aide au suivi de la scolarité des étudiants et notamment de la validation des diplômes

④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Non

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

- Pour le Sénégal : Guilde européenne du raid
- Pour le Togo : CGCT

► TRAVAIL EN RESEAU :

① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- Guilde européenne du raid (« Opération Sénégal »)
- CGCT au Togo

② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Mettre à disposition nos correspondants locaux
- Amplifier ces actions pour concourir à fixer des bassins d'emplois et donc de revenus

③ Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

- Industriels susceptibles de se joindre à ces projets par exemple pour l'extraction et la transformation de l'huile de noix de cajou (très forte valeur ajoutée pour l'aéronautique)

► COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

- Labellisation possible dans le cadre du commerce équitable pour le Sénégal



PROPOSITION FAITE PAR

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES (ECSF)

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

600 experts comptables français

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

ATELIERS DE TOUS LES SAVOIRS COMPTABLES

Moment d'échanges techniques sur la comptabilité (formation) et la gestion des ONG (des petites structures).

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

La première édition s'est tenue en novembre 2003 pendant la semaine de la solidarité internationale.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Organisation de la 2^e édition des Ateliers de tous les savoirs comptables, qui correspond à un « mélange » entre « l'université de tous les savoirs » & « les rencontres des étonnants voyageurs. »

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Ces ateliers sont organisés par ECSF France. L'association ECSF-Burkina doit être fondée dans quelques semaines.

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- Nous développons un réseau d'ONG ECSF, unies par une charte et une confédération mondiale de droit belge.
- A court terme devraient être fondées les associations : ECSF-Burkina, ECSF-Bénin, ECSF-Togo.
- Existent déjà : ECSF-France, ECSF-Belgique & ECSF-Mali.

Nous assurons aussi des actions d'aides pour lesquelles nous souhaitons établir des partenariats.

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Les Ateliers de tous les savoirs ont été tenus en 2003 dans six pays d'Afrique de l'Ouest. Il est envisagé de poursuivre en 2004/2005 sur l'Afrique centrale.

3 Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

Des relais pour maximiser les suites de ces ateliers.
Des partenaires pour les actions « coups de cœur ».

COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

• LE PROJET

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES souhaite organiser, dans le cadre du Sommet de la Francophonie à Ouagadougou en novembre 2004, la deuxième édition des Ateliers de tous les savoirs comptables. Ces échanges s'inscrivent dans le cadre du développement durable face aux sciences de gestion, dans le cadre de

réalisations concrètes de la francophonie financière et comptable. La première édition s'est déroulée en novembre 2003, avec plus de 250 participants.

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES va mobiliser ses structures : ECSF Confédération mondiale, ECSF-Belgique et ECSF - ECSF-France, afin d'envoyer des experts comptables français, intervenant à titre bénévole, chargés de préparer et d'animer ces ateliers, en liaison avec des experts des pays concernés et d'ONG (et notamment de l'Observatoire des Pratiques Comptables en Afrique). Il serait aussi mis en œuvre les actions préalables pour installer et lancer les actions d'une association locale ECSF-Burkina.

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES souhaite mobiliser notamment :

- des enseignants des lycées économiques
- des comptables de micro-entreprises du secteur populaire
- des comptables d'ONG, notamment du secteur social et sanitaire
- des lycéens et étudiants des formations « CAP / BEP / G2 »

(C'ESTA-DIRE LES « OUBLIES » DE NOMBREUX ECHANGES ORGANISES PAR D'AUTRES INSTITUTIONS)

• LES ATELIERS

Chaque atelier se déroulerait, pendant six jours, de 7 h à 19 h avec :

- 7 h à 9 h : présentation du thème
- 9 h à 15 h : échanges personnalisés
- 16 h à 19 h : échanges en ateliers

Une journée spéciale serait dédiée aux analyses de gestion pour les responsables des petites ONG.

• LES THEMES

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES souhaite analyser six thèmes attachés à la comptabilité et à la gestion des petites entités et ONG, autour du SYSCOA (système comptable ouest-africain) :

1. outils de tenue comptable (partie double, décalque, progiciels comptables, ...)

2. difficultés comptables (emballages, TVA, salaires et charges sociales, immobilisations, ...)
3. comptabilité de trésorerie et comptabilité d'engagements (système minimal de trésorerie, inventaire, abonnements, ...)
4. utilisation de l'information comptable (états financiers, comptabilité de gestion, contrôle budgétaire, ...)
5. Internet (outil Internet, recherches documentaires, ...)
6. ateliers ONG (financement, budget, contrôle interne, reddition de comptes, ...)

• LE MEMO COMPTABLE

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES diffusera au cours de ces ateliers un « mémo comptable » composé d'une grille simple d'organisation comptable, en conformité avec le cadre comptable SYSCOA, et d'un livret explicatif sur les procédures d'organisation et de contrôle comptables des petites organisations.

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES prépare aussi des supports techniques sous forme de fiches pour chacun de ces thèmes, ainsi qu'une étude de cas transversale d'analyse d'une petite entreprise.

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES envisage aussi de procéder à la dotation, dans un ou plusieurs lycées en liaison avec l'association ECSF-Burkina à créer, d'une bibliothèque équipée d'ouvrages de base (en langue française) sur les thèmes traités, ainsi que des ordinateurs neufs.

• EN AVANT POUR 2005

EXPERTS COMPTABLES SANS FRONTIERES souhaite organiser cette action de manière annuelle, en liaison avec l'établissement d'un programme pluri-annuel d'échanges - étant précisé que le financement de ces actions de solidarité est actuellement réalisé grâce aux dons accordés à ECSF-France



PROPOSITION FAITE PAR

Fédération des Parcs naturels régionaux (FPNR)

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

- Les 43 Parcs représentent 3 millions d'habitants.
- 179 membres de la FPNR répartis en 3 collèges :
 - 43 Parcs ce qui représente 129 membres plus 2 Présidents d'honneur
 - 10 Régions ce qui représente 26 membres
 - Etablissements publics ce qui représente 22 membres
- 25 salariés à la Fédération des Parcs

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Contribuer au développement durable de territoires étrangers aux patrimoines naturels et culturels remarquables, et à la prise en compte au niveau national de ces nouvelles approches.

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Dans l'espace francophone, plusieurs projets ont déjà été initiés, par la Fédération elle-même ou par les Parcs. Nous souhaitons ici présenter deux expériences en particulier qui impliquent la Fédération directement, sachant que nos partenaires francophones sont nombreux (voir ci-après - travail en réseau).

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

• BENIN (Afrique de l'Ouest) :

« Appui à la gestion durable des zones humides au sud Bénin »

Projet démarré en 2002, financé par le ministère français des Affaires étrangères, et qui mobilise l'expertise de la Fédération à laisser des Parcs pour appuyer la mise en place d'une structure intercommunale (de Ouidah à Grandpopo) devant permettre d'assurer la gestion durable (conservation, valorisation économique, écotourisme, etc.) de la lagune côtière qui comporte un patrimoine culturel et des sites naturels remarquables (RAMSAR).

• MAROC (Afrique du Nord) :

« Réflexion sur le rôle des espaces protégés dans l'aménagement et le développement durable des territoires régionaux »

La coopération décentralisée ne cesse de se développer depuis les années 90. De plus en plus de Régions françaises ont fait appel au savoir-faire des Parcs pour contribuer à leurs projets de coopération dans le développement durable. Ainsi, près de 5 Parcs ont été impliqués dans des partenariats avec le Maroc, dont deux sont assez avancés.

La nécessité de partager les expériences et de les valoriser au niveau national est apparue. Dans cet objectif, la Fédération des Parcs appuie l'organisation d'un séminaire marocain.

Les expériences des Parcs sont autant de projets qui lient entre eux des territoires ruraux et permettent de véritables échanges techniques.



**4 Menez-vous cette action, seul ?
Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?**

- **Bénin** : le projet est porté par l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) et par le ministère de l'Environnement béninois.

Au niveau français, la Fédération des Parcs mobilise de l'expertise issue des Parcs mais aussi de ses partenaires privés. L'UNESCO, en cours de classement du site de Ouidah (route de l'esclave) est un partenaire potentiel du projet.

- **Maroc** : le projet est porté par la direction de l'Aménagement du Territoire, le Commissariat des Eaux et Forêts et leurs services déconcentrés, les régions Tanger-Tétouan, l'équipe locale du futur Parc Naturel Régional de Bouhachem.

Au niveau français : les Régions impliquées (en particulier Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur), les Parcs, le ministère des Affaires étrangères.

▷ **TRAVAIL EN RESEAU :**

**1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?
Si oui, combien et qui sont-ils ?**

- Au niveau des réseaux, nous sommes membre de l'UICN et le Comité français de l'UICN a désigné un responsable francophone
- Quelques contacts avec le Bureau Régional de l'UICN en Afrique de l'Ouest (BRAO)
- Sinon, par les partenariats et projets de coopération des Parcs, nous avons des partenaires dans les pays francophones suivants : Belgique, Suisse en Europe
- Afrique : Bénin (FPNR), Maroc (5 PNR, FPNR), Madagascar (1 PNR, FPNR), Mali (FPNR), Côte d'Ivoire (1 PNR), Vietnam (3 PNR) et quelques contacts avec le Liban et le Québec.

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

La dynamique de réseau francophone n'est pas assez développée.

La présence, et surtout la stratégie francophone en matière de développement durable est très peu exprimée dans les différents réseaux internationaux. ce qui se ressent en particulier dans les conférences et conventions internationales (Durban, Kuala Lumpur), et ce contrairement aux anglophones et hispanophones qui expriment largement leurs savoir-faire et capitalisent leurs acquis.

Pourtant, derrière la langue française se trouve une communauté de culture et d'approche (juridique, institutionnelle, technique), qui, en matière de développement durable, et en particulier autour des espaces protégés, reste très peu exprimée et pourtant apporterait des éclairages différents.

Nous devons donc nous efforcer de mieux coordonner, connaître et valoriser nos expériences francophones (des ONG aux Etats, en passant par celles de la recherche) afin de mieux la diffuser dans les réseaux internationaux qui existent, en particulier l'UICN pour les espaces protégés qui s'ouvrent de plus en plus aux questions de développement durable.

En complément, nos approches doivent également s'efforcer de mieux intégrer les pratiques nouvelles en matière de développement durable. Des structures (Etats, organismes publics, etc.) doivent jouer un rôle de veille pour nous permettre cela.

3 Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

cf. ci-dessus : coordination, veille



PROPOSITION FAITE PAR

Fondation Naturama

Proposé par le Conseil National pour l'Environnement
et le Développement Durable du Burkina Faso

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- un collectif d'associations

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

Réseau de 90 associations et clubs dont plus
d'une dizaine au Burkina Faso

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Environnement et éducation

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Il s'agit d'une action déjà initiée qui a fait
l'objet d'une étude préalable de faisabilité
en 1999 puis d'une étude de faisabilité
(recherche-action) en 2001-2003.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Les projets s'inscrivent dans un programme
d'éducation à l'environnement destiné aux
jeunes ainsi que d'exploitation durable des
ressources pour les adultes.

4 Menez-vous cette action, seul ?

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous menons cette action avec « Matériel
Didactique en Environnement » (MADIE)
au Québec, le Bureau des Nations unies
pour la Région Soudano-Sahélienne (UNSO)
et l'Agence Canadienne de Développement
Internationale (ACDI).

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

Nous avons une vingtaine de correspondants
parmi lesquels : la Ligue pour la Protection des
Oiseaux (LPO) en France ; « Nos Oiseaux »
en Suisse ; « Matériel Didactique en
Environnement » (MADIE) au Québec ;
les pays voisins du Burkina ; SOS Forêts
en Côte d'Ivoire ; l'association Niger Nature ;
l'Association Malienne pour la Conservation de
la Faune et de son Environnement (AMCFE) au
Mali ; Guinée Ecologie ; Les Amis de la Terre
au Togo ; CERDE au Bénin ; Oceanium au
Sénégal...



② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Nous serions prêts à organiser et animer une « fonction société civile de l'environnement » en Afrique de l'Ouest francophone et à la mettre en réseau avec des partenaires francophones des pays du Nord. Ce réseau permettrait des échanges d'outils d'éducation et de formation, des plaidoyers synchronisés sur des thèmes sensibles, des renforcements de moyens (voyages...)

③ Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

Nous recherchons l'appui des organisations d'intégration régionale : l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ; nous recherchons aussi des contacts avec des agences de

financements publics comme l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), l'Agence Globale pour la Diversité Culturelle (AGDC), etc... ou privées (fondations de sociétés multinationales) pour soutenir des ateliers de concertation et de formulation d'un programme approprié, ainsi que le financement de ce programme. Nous cherchons également des contacts avec des réseaux environnementaux en France, au Canada, en Belgique, en Suisse.

► COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

La création d'un tel « Réseau francophone de promotion du rôle de la société civile dans la gestion du développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre » serait un point stratégique important. NATURAMA est prête à porter un tel projet en partenariat avec les associations des pays francophones de la sous-région.



PROPOSITION FAITE PAR

FONDATION NICOLAS HULOT (FNH)

Membre du CNDD

EDF ACCESS - ADEME

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une fondation : La Fondation Nicolas Hulot
 - une entreprise : EDF- ACCESS
 - une institution : l'ADEME
- (dans le cadre d'un partenariat public privé)

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Développement et valorisation des aires du patrimoine communautaire.

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Il s'agit d'un projet.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Le développement des aires du patrimoine communautaire, concept développé depuis de longues années par la FNH et récemment adopté par l'UICN lors de son congrès de Durban, constitue le pivot de la collaboration entre les trois partenaires.

Concrètement, les populations locales font de la valorisation et de la protection de leur patrimoine naturel et/ou culturel un vecteur de développement économique.

L'un des premiers points d'application concrets de ce nouveau concept se situe au Sénégal oriental, dans le département de Kédougou, aux frontières du Sénégal, du Mali et de la Guinée. Le village de référence est Dindéfello, village situé à la frontière guinéenne. Son territoire comporte l'unique cascade du Sénégal, dans un environ-

nement naturel très préservé compte tenu de l'enclavement de la zone.

La cascade et sa galerie forestière ont été érigées en aire du patrimoine communautaire, à la demande de la communauté des villageois. Cette zone est devenue une source de revenu et de développement pour le village qui, en protégeant son patrimoine naturel et en installant des équipements d'accueil, peut recevoir des visiteurs qui sont guidés par les villageois et hébergés et nourris dans le campement construit par eux. Ce développement est accompagné de politiques locales de gestion des déchets comme de prévention maternelle et infantile, de lutte contre le paludisme et les parasitoses.

Il s'agit bien là d'une logique de protection du patrimoine naturel au service et au bénéfice des populations locales. Ce patrimoine est une source importante de revenu. Il est donc protégé à ce titre et ce, beaucoup mieux que s'il faisait l'objet d'une politique de conservation qui aurait exclu les villageois.

Le développement des aires du patrimoine communautaire

Les trois partenaires souhaitent développer cette approche conjointement et présenter cette démarche au Sommet de la francophonie en novembre 2004.

Les points d'application possibles :

L'implication des trois acteurs en Afrique de l'Ouest et plus particulièrement au Sénégal et au Mali les conduit à considérer comme intéressant de poursuivre ces développements dans ces deux pays.

I Une dizaine de sites a déjà été classée dans différentes régions du Sénégal (Régions de Dakar, Saint-Louis, Thiès, Fatick et Tambacounda)

Au Sénégal, deux zones sont retenues :

- les zones humides de la Région de Saint-Louis
- le département de Kédougou, dans la Région de Tambacounda.

Au Mali, la zone correspondant à la suite des contreforts du Fouta Jalon, notamment le couloir de migration des élans de Derby, entre Nafadji (Sénégal) et Faraba (Mali).

La Guinée pourrait être retenue, dans la zone du pourtour du massif du Tamgué, accessible depuis Bandafassi.

Les principes d'action :

La mise en place d'une aire du patrimoine, qui constitue toujours le choix de la communauté locale et d'elle seule, est accompagnée de la mise en place de l'accès à des biens essentiels pour le développement économique local et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Tout d'abord l'énergie qui peut s'appliquer à la transformation des produits locaux, la mise en place de campements touristiques, la création d'activités artisanales (soudure, machines à coudre etc.).

Une gestion rationnelle des déchets peut également contribuer à la protection des sols par leur compostage et leur emploi comme amendement, ou pour développer des pépinières destinées à la lutte contre l'érosion.

Par ailleurs, les aires du patrimoine communautaire constituent la base de formations à la gestion de l'environnement villageois, à de nouvelles pratiques agricoles, ainsi qu'à la reviviscence du patrimoine culturel local.

Enfin, chaque nouveau classement procure l'opportunité de communications, tant à l'échelle régionale que nationale et internationale.

L'information sur cette démarche :

L'intérêt de cette démarche, à la fois pour la protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté, doit conduire à une large

diffusion auprès des élus locaux et des décideurs politiques nationaux par l'intermédiaire de l'Association des Présidents de Région en France dont le Président a déjà témoigné son intérêt pour ce programme.

Afin d'appuyer la mise en oeuvre de cette information il est nécessaire de disposer de références opérationnelles validées avec la réalisation de deux outils qui seront mis à la disposition des différents responsables :

- une vidéo de courte durée fondée sur un projet de référence.
- une brochure expliquant la démarche et la méthodologie et donnant des références.

4 Menez-vous cette action, seul ?

Non

Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Un partenariat public privé

- une fondation : La Fondation Nicolas Hulot
- une entreprise : EDF - ACCESS
- une institution : l'ADEME

▶ TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

L'ADEME, la Fondation Nicolas Hulot et EDF-ACCESS considèrent que l'échéance de Ouagadougou doit les conduire à préparer des éléments de sensibilisation et d'information sur les actions de développement durable qu'ils conduisent en direction des pays du Sud et plus particulièrement des populations pauvres de ces pays.

Ils travaillent en outre avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et des associations locales comme Education et Santé au Sénégal.



PROPOSITION FAITE PAR

GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques)

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

- Information pour le développement
- Réseau d'échange d'expériences - INTERDEV

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Il s'agit d'une action déjà initiée.

Démarrée en 1999 sur financement de la Francophonie (Inforoutes).

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

- INTERDEV est un service d'information mutualiste fondé sur les nouvelles technologies de l'information.
- Il offre aux opérateurs de développement des références sur les expériences, les techniques et les méthodes. Sur différents champs thématiques (filières agroalimentaires, systèmes de production agroécologiques, etc.) un réseau d'opérateurs, du Nord et du Sud, produit et met à disposition une information opérationnelle, fondée sur leur pratique. Cette information est organisée en bases de données, accessibles à travers un site web, qui est une plate-forme d'échanges entre ces acteurs du développement

- Actuellement le réseau INTERDEV se développe sur deux nœuds régionaux (Afrique de l'Ouest et Océan indien) avec l'appui d'un financement européen.

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Dans l'espace francophone une quinzaine de partenaires sont impliqués.

- **Au Nord** : GRET, Bergerie nationale, CNEARC (France), IUED (Suisse)
- **Au Sud** : AGRO-PME (Cameroun), ENDA-GRAF et CNCR (Sénégal), IC Sahel (Mali), CEPEPE (Bénin), Cite, CTHA, CTHT, FOFIFA, FIFATA, AFDI (à Madagascar) – APEXHOM (île Maurice)

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

Oui, voir ci-dessus.

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Pour maintenir une dynamique de réseau :

- organiser une rencontre annuelle (rencontre prise en charge par un des partenaires de façon tournante)
- favoriser les passerelles entre les différents espaces francophones, actuellement indépendants (pas de connaissance mutuelle entre océan Indien et Afrique de l'Ouest).



Ouvrir vers l'Asie du Sud-Est

Déléguer l'animation vers des partenaires au Sud, solides, en les dotant des moyens leur permettant d'étendre le réseau au niveau régional.

Valoriser au niveau international le capital de savoir accumulé dans ce réseau d'échanges : publications, articulation avec des services d'information internationaux.

Développer les appuis : technologiques par rapport aux NTIC (équipement et compétences) et méthodologiques par rapport à la gestion de l'information et à la capitalisation d'expériences.

3 Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

- structure(s) à ancrage international permettant de donner une audience plus large à INTERDEV et pouvant dédier des moyens à l'animation d'un service d'information.
- structures-projets fournissant des appuis techniques en matière de nouvelles technologies (équipement, formation, etc.).
- partenaires francophones en Asie.

▶ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

INTERDEV est un service d'information rassemblant des opérateurs de développement, ONG et bureaux d'études essentiellement, de taille relativement modeste, dont les moyens sont limités. Tout service d'information en réseau nécessite une structure d'animation solide et dynamique pour impulser la dynamique générale.

Malgré l'intérêt des partenaires qui ne se dément pas, les moyens nécessaires à l'animation du réseau sont à renforcer.

La viabilité de tels réseaux est une vraie question, tant il est vrai que les organismes partenaires ne peuvent autofinancer le temps nécessaire à leur implication.

Quels bénéfices peuvent justifier leurs efforts ? Selon leur analyse :

- la reconnaissance que le réseau leur donne au niveau international pour intéresser des bailleurs à leurs actions.
- la rencontre avec d'autres organismes pour partager savoir-faire et méthodes de travail, contacts et projets.
- l'appui que le réseau leur apporte : financier ou en termes de renforcement de compétences.



PROPOSITION FAITE PAR

GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques)

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Information pour le développement - Edition

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Il s'agit d'un projet.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Deux objectifs :

- Développer la capacité éditoriale au Sud
- Valoriser et diffuser au plan international les connaissances et savoir-faire francophones sur le développement

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Pas de partenaires identifiés pour l'instant sur cet axe spécifique

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Coopérations ponctuelles avec les partenaires de nos projets dans les différents secteurs d'activités du GRET. Opérateurs de développement, ONG, pour la plupart.

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Développer des coopérations avec des éditeurs spécialisés sur le développement.
- En tant qu'éditeur sur le développement, publier et diffuser des auteurs du Sud.
- Renforcer la capacité de rédaction et de publication des opérateurs de développement du Sud.

3 Quels sont les contacts que vous recherchez alors dans l'espace francophone ?

- Partenaires financiers pour lancer des programmes éditoriaux.
- Organismes ayant compétences et volonté de capitaliser sur leur expérience de développeur.
- Partenariats scientifiques.

COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Les savoir-faire francophones sur le développement sont largement sous valorisés au niveau international où domine la littérature anglophone.

Il existe un vrai besoin d'appuyer la capacité éditoriale au Sud (y compris en termes d'accompagnement à la rédaction) et les circuits éditoriaux.

De même que de favoriser la traduction en anglais de la littérature francophone sur le développement pour en assurer la diffusion et la reconnaissance au niveau international.



PROPOSITION FAITE PAR

LIONS CLUB INTERNATIONAL - District Ile-de-France Ouest Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Au niveau du district Ile-de-France Ouest,
1750 membres

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Education, santé, accès à l'eau

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Oui

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Plusieurs projets/actions en cours :

- équipement de bibliothèques municipales et/ou scolaires au Gabon, au Bénin, à Madagascar, au Sénégal
- équipement de bibliothèques en livres et ordinateurs dans les zones rurales au Togo
- projet sur 3 volets au Mali : réalisation d'une école, création d'un dispensaire multidisciplinaire, forage d'un puits, le tout pour un même village
- rénovation d'école de brousse et fourniture de matériel scolaire
- création d'une maternité à Douze en Tunisie

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

- Ces actions sont menées par des clubs français en coopération avec les clubs Lions locaux (présents dans 192 pays dans le monde). Dans certains cas, il y a des partenariats avec d'autres associations d'origine Lions comme Medico Lions, Une goutte d'eau pour l'Afrique ou autres (Ecole sans frontières, associations locales etc.).
- Nous travaillons également avec l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie.

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- Nous bénéficions de notre propre réseau dans les différents pays. Les membres des clubs venant d'horizons divers (professions libérales, commerçants, enseignants, chefs d'entreprise, fonction publique etc.), ce qui peut faciliter les démarches localement.

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Le réseau Lions permet d'assurer le sérieux des projets et les clubs locaux peuvent assurer le suivi. Nous travaillons sur des projets pérennes qui demandent des acteurs locaux.

Nous pouvons mettre à disposition du matériel en très bon état et parfois quasiment neuf, la difficulté restant le transport qui est onéreux et pour lequel nous n'avons pas les fonds nécessaires.



C'est pourquoi, nous souhaitons travailler en coopération avec des sociétés de transport et des entreprises françaises présentes dans ces pays qui pourraient monter les projets avec nous, par exemple : construction d'un dispensaire ou d'une école avec une société BTP, transport de matériel médical que nous pourrions fournir par l'intermédiaire d'une société de transport maritime, sponsoring (partiel ou total) d'un forage de puits par des acteurs intervenant dans le traitement de l'eau en France, organiser localement l'hébergement de jeunes Français habilités qui souhaiteraient apporter de l'aide ou participer à la formation dans une école ou un dispensaire etc...

③ Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

voir ci-dessus

▶ COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Nous attirons l'attention sur la non-mise à disposition par les éditeurs de tonnes de livres qui partent régulièrement au pilon au lieu d'être donnés pour être envoyés dans les pays en développement. Certes, il y a des raisons économiques mais la raison invoquée par les maisons d'édition est le problème de la TVA. Or, il existe en France des instructions administratives émanant des autorités fiscales qui permettent d'exonérer les éditeurs de la TVA lorsqu'il y a don. Bien-sûr, il est normal de protéger d'une part l'édition et d'autre part la fiscalité française. Mais il est impératif de se mobiliser contre ce gaspillage alors que des millions d'enfants dans le monde ne peuvent avoir accès à l'éducation. Nous savons tous que le développement durable ne sera réel et effectif que si l'éducation est soutenue et en conséquence la santé, l'éradication de certaines maladies et la baisse de la mortalité infantile.



PROPOSITION FAITE PAR

NAYAC (Nouvelle Afrique, jeux, arts et culture)

Burkina Faso

Proposé par l'Ecole des mines de Saint-Etienne

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- une association

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

NAYAC comporte 42 membres actifs mais anime un réseau d'une centaine de sympathisants.

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

Transmettre, aux jeunes générations et aux habitants d'autres continents, la connaissance du savoir traditionnel africain.

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Action déjà initiée à laquelle se sont greffés de nombreux projets.

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

- Organisation de concerts de percussions africaines et sensibilisation d'enfants à l'intérêt de cette musique
- Ateliers et formations aux percussions et à l'artisanat traditionnel
- Expositions

④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

L'association, à l'instigation de jeunes Burkinabé, n'est aidée par aucun organisme extérieur.

► TRAVAIL EN RESEAU :

① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ?

Si oui, combien et qui sont-ils ?

NAYAC est en contact avec de nombreuses personnalités francophones rencontrées lors de leur passage à Ouagadougou.

② Que seriez-vous prêt à faire pour appro- fondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

NAYAC souhaiterait :

- Construire un centre permettant d'accueillir les enfants et les visiteurs dans des conditions optimales ;
- Monter des projets de vacances sur le thème de la sensibilisation au reboisement pour faire connaître aux touristes francophones les réalités quotidiennes et les problèmes de déforestation au Burkina ;
- Produire un CD de la musique qu'elle crée et interprète.

③ Quels sont les contacts que vous recher- chiez alors dans l'espace francophone ?

- Des organismes qui puissent aider au financement de nos projets.
- Des structures qui pourraient nous aider pour l'accueil de touristes francophones afin de faire découvrir nos activités.



PROPOSITION FAITE PAR

Réseau Européen des Ecovillages (GEN-Europe)

Acteur associé au CNDD

IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

1 Vous appartenez à :

- une association, une ONG

2 Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous ?

Les 120 membres-adhérents sont tous des collectifs ou des associations.

OBJET DE L'ACTION DECRITE :

1 Thème d'intervention :

Echanges entre villages français et villages d'Afrique francophone (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Mauritanie) à travers des actions écologiques et culturelles.

2 S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée ?

Les actions ont commencé à être initiées par des voyages dans des villages africains des pays concernés, afin de prendre un premier contact (un film a été réalisé).

Il reste maintenant à trouver les financements nécessaires à ces actions.

3 Quel est votre projet ou action en cours ?

Projet : création dans le sud de la France d'un centre de formation dans les domaines de l'écologie appliquée et de l'éducation relative à l'environnement.

4 Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Cette action est menée au sein d'une association, appelée "Les Clés", "Les Créateurs Libres, Ecologistes et Solidaires", comportant une cinquantaine de membres.

TRAVAIL EN RESEAU :

1 Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

Nous avons trois correspondants dans l'espace francophone :

En Europe : l'association Epidaure, dans le canton de Neuchâtel, gère trois centres :

- un centre d'éducation relative à l'environnement
- un centre culturel
- un centre de réintégration pour jeunes et adolescents

En Afrique de l'Ouest : le réseau sénégalais des Ecovillages, dont le siège est à Yoff (Dakar), regroupe une trentaine de villages autour des objectifs de développement écologique et de fonctionnement solidaire. Ce réseau est soutenu, depuis sa fondation, par le ministère de la Jeunesse et de l'Environnement du Sénégal.

Au Mali : le Mali-Folkecenter, fondé, au départ, par une coopération danoise, travaille dans de nombreux villages maliens, pour un développement écologique (énergie et agriculture principalement).

2 Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

- Des actions de formations.
- Des actions d'échanges à travers des jumelages entre des villages français et des villages africains, reliés à des activités écologiques et culturelles.

3 Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

- Des contacts avec des structures associatives ou ONG, en Afrique, désirant établir un partenariat et des échanges autour d'actions écologiques et d'éducation à l'environnement.



PROPOSITION FAITE PAR

SAGE France Acteur associé au CNDD

► IDENTIFICATION DE L'ACTEUR OU OPERATEUR :

① Vous appartenez à :

- une entreprise

② Combien de membres, adhérents, salariés ou habitants représentez-vous?

- 8000 salariés
- 5 millions d'utilisateurs

► OBJET DE L'ACTION DECRITE :

① Thème d'intervention :

Informatique et éducation

② S'agit-il d'un projet ou d'une action déjà initiée?

Une action déjà initiée. Certains établissements sont déjà équipés

③ Quel est votre projet ou action en cours ?

- Equipements des établissements d'enseignement techniques et supérieurs en logiciels de gestion de langue française pour les pays africains francophones.
- Formation des corps enseignants sur place.
- Création d'une université « virtuelle », dédiée, sur Internet, à la communauté des étudiants et des professeurs qui étudient sur ces outils logiciels.

④ Menez-vous cette action, seul ? Si non, avec quel(s) partenaire(s) ?

Nous travaillons avec des partenaires locaux pour l'installation, la formation et le support sur nos logiciels.

► TRAVAIL EN RESEAU :

① Avez-vous déjà des correspondants dans l'espace francophone ? Si oui, combien et qui sont-ils ?

- Nous comptons 75 centres agréés en Afrique francophone
- Une communauté de plusieurs milliers d'utilisateurs travaille sur nos logiciels.

② Que seriez-vous prêt à faire pour approfondir ou développer votre projet ou vos actions dans l'espace francophone ?

Nous serions prêts à offrir les équipements logiciels nécessaires aux établissements scolaires.

③ Quels sont les contacts que vous recherchiez alors dans l'espace francophone ?

Nous souhaiterions obtenir le soutien des dispositifs consulaires : ambassades, consulats, Postes d'Expansion Economiques (PEE), Centres Culturels Français, ...pour parrainer des opérations.

► COMMENTAIRES SUPPLEMENTAIRES :

Nous recherchons des financements pour supporter une partie des coûts des projets.